



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

037-243700754-20240325-C-24-03-25-013-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

Publication : 29/03/2024



BUDGET 2024

Prospective budgétaire 2024-2028

Conseil métropolitain du 13 mars 2024

Le rapport de présentation des orientations budgétaires 2024 tel que présenté au Conseil métropolitain du 12 février 2024 comportait une erreur matérielle sur la partie 3 « Prospective budgétaire 2024-2027 du budget principal ».

Le présent document **annule et remplace** les pages 19 à 23 du rapport de présentation des orientations budgétaires 2024.

Les parties corrigées apparaissent avec une police [en bleu](#).

Sommaire :

3.1. Les hypothèses de la prospective

3.2. Les résultats de la prospective

3. Prospective budgétaire 2024-2028 du budget principal

3.1 Les hypothèses de la prospective

Cette prospective budgétaire s'appuie sur les données des orientations budgétaires 2024 pour simuler les comptes administratifs des années 2024 à 2028 : il s'agit donc d'une simulation avec les données telles que connues à présent pour déterminer quelles seraient les tendances des équilibres budgétaires à venir si les choix opérés en 2024 étaient reconduits jusqu'en 2028.

Produits réels de fonctionnement	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027	CA 2028	Hyp.
002 Résultat reporté	24,6	26,0	18,8	4,3	-14,6	-
70 Produits des services	21,2	21,2	21,2	21,2	21,2	0,0%
73 Impôts et taxes	174,5	178,9	183,4	188,0	192,7	2,5%
74 Dotations	48,8	48,8	48,8	48,8	48,8	0,0%
Autres produits	5,5	5,5	5,5	5,5	5,5	0,0%
Total Recettes réelles	274,7	280,4	277,7	267,7	253,6	

Les hypothèses retenues sont de reprendre les résultats tels que déterminés en année N-1 en année N, de ne pas anticiper de hausse des produits des services, des dotations et des autres produits. Seuls les impôts et taxe progresseraient mais à un rythme moindre que celui constaté ces dernières années en lien avec la fin de la période d'inflation.

Charges réelles de fonctionnement	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027	CA 2028	Hyp.
011 Charges à caractère général	68,7	70,7	72,8	75,0	77,3	3,0%
012 Charges de personnel	74,5	77,5	80,6	83,8	87,2	4,0%
014 Atténuations de produits	52,1	50,4	50,5	50,6	50,7	0,2%
65 Autres charges gest. courante	17,0	17,0	17,0	17,0	17,0	0,0%
65 Contribution SMT	0,0	3,0	8,0	9,5	16,7	-
66 Charges financières	3,3	3,9	4,4	5,0	5,6	-
Total Dépenses réelles	215,5	222,5	233,4	240,9	254,4	

Les hypothèses retenues sont de ne pas anticiper de hausse des autres charges de gestion courante et autre charges. Les charges à caractère général sont augmentées de 3%, les charges de personnels exécutées à hauteur de 98,7% en 2024 évoluent ensuite de +4%. Les contributions au SMT pour le financement de la ligne 2 de tram sont issues de la prospective budgétaire du SMT. Les charges financières sont calculées à partir des données de la dette actuelle à laquelle s'ajoute les recours à l'emprunt tel que déterminés ci-dessous avec un taux d'intérêt de 3,5%.

L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) telle qu'anticipée avec ces hypothèses est la suivante :

	2024/2023	2025/2024	2026/2025	2027/2026	2028/2027
Evol. DRF	+3,7%	3,2%	4,9%	3,2%	5,6%

Ces évolutions sont supérieures aux objectifs définis par la loi de programmation des finances publiques 2023-2027, mais sont liées à la prise en considération dans les hypothèses des contributions au SMT et de l'augmentation des charges financières en lien avec le recours accru à l'emprunt (voir ci-dessous).

Recettes réelles d'investissement	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027	CA 2028	Hyp.
001 Résultat reporté	4,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-
10-13 Dotations et subventions	26,1	26,1	26,1	26,1	26,1	0,0%
132 Financements des communes	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%
16 Emprunt	35,0	35,0	35,0	35,0	35,0	0,0%
16 Emprunt - Contribution SMT	0,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-
Autres Opérations	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	0,0%
Total Recettes réelles	85,2	82,6	82,6	82,6	82,6	

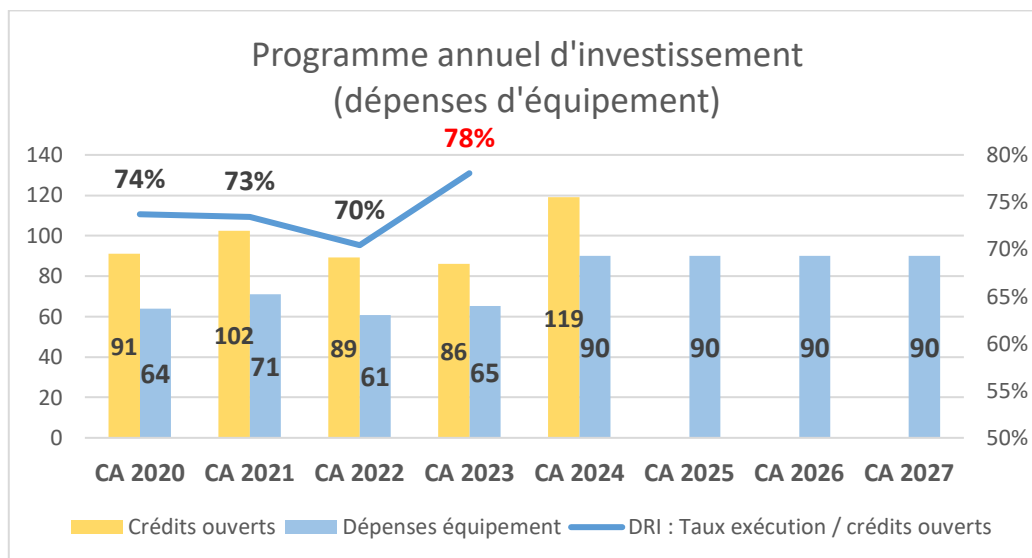
Les hypothèses retenues sont de reprendre les résultats tels que déterminés en année N-1 en année N, de ne pas anticiper de hausse des subventions, du financement des communes et des autres opérations. Le niveau des dotations et subventions de 26,1M€ / an et du recours à l'emprunt de 35M€ / an est lié au niveau de réalisation des dépenses d'équipement tel que déterminé ci-dessous.

Dépenses réelles d'investissement	CA 2024	CA 2025	CA 2026	CA 2027	CA 2028	Hyp.
16 Remboursement emprunt	15,7	17,3	18,7	20,3	20,9	-
16 Remb. emprunt SMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
26-27 Opérations financières	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0%
20 à 23 Dépenses d'équipement hors SMT	90,0	90,0	90,0	90,0	90,0	0,0%
204 Contribution SMT	0,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-
Autres Opérations	7,0	7,0	7,0	7,0	7,0	0,0%
Total Dépenses réelles	113,7	117,3	118,7	120,3	120,9	

Les hypothèses retenues sont de ne pas anticiper de hausse des opérations financières et des autres opérations. Le niveau des dépenses d'équipement est porté à 90M€ en raison :

- Du taux d'exécution de 2023 en hausse par rapport aux années passées (78% pour une moyenne de 73% de 2020 à 2022).
- L'importance des crédits de paiement issus des AP/CP sur les années à venir.

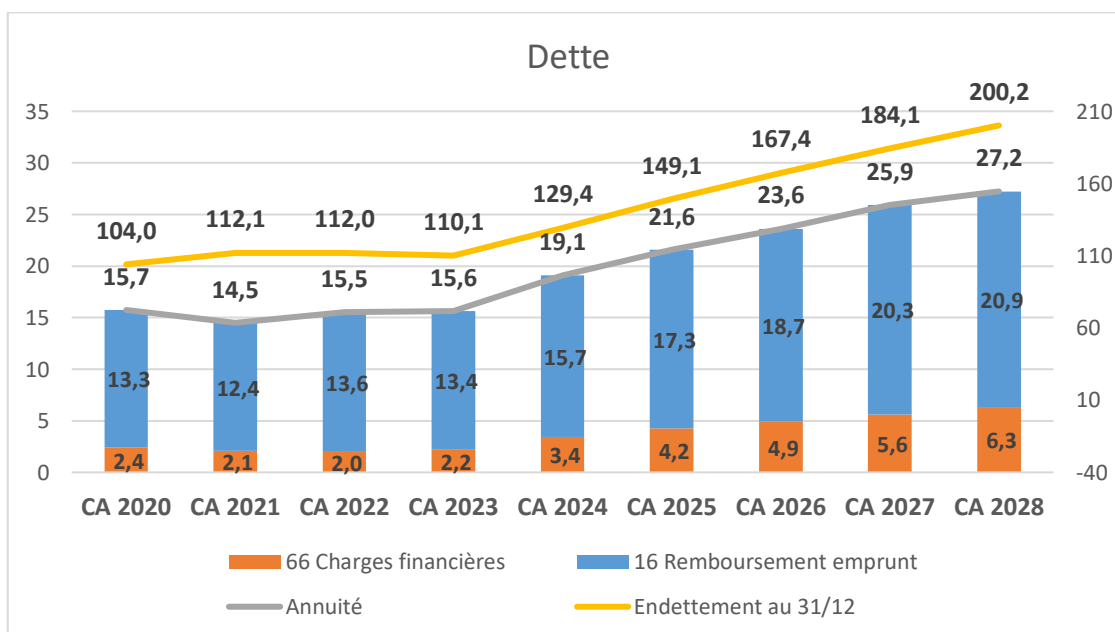
Ces deux éléments pourraient se traduire par un niveau de dépenses annuelles d'équipement d'environ 90M€ / an :



- Les contributions au SMT pour le financement de la ligne 2 de tram sont issues de la prospective budgétaire du SMT.

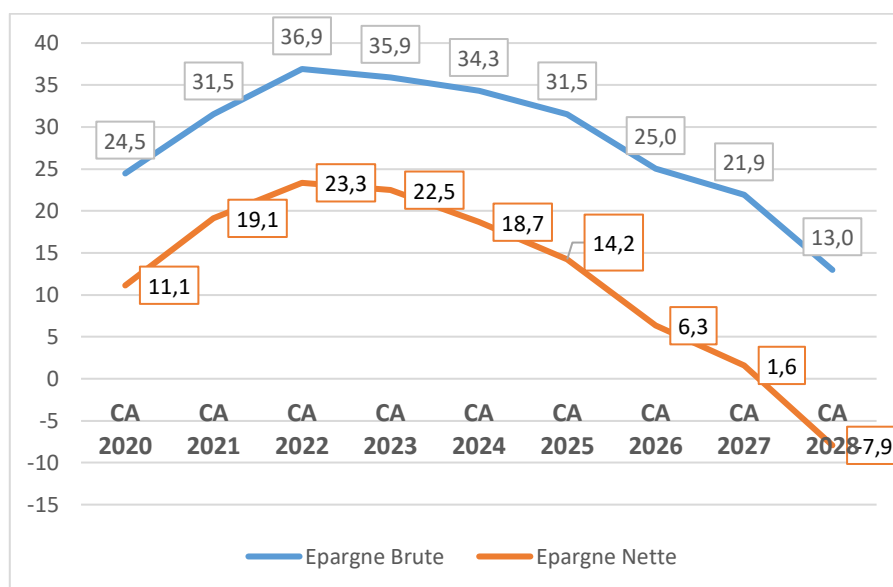
3.2 Les résultats de la prospective

Le niveau plus important du programme d'investissement génère un besoin de financement par emprunt qui induit une hausse du niveau de l'endettement :

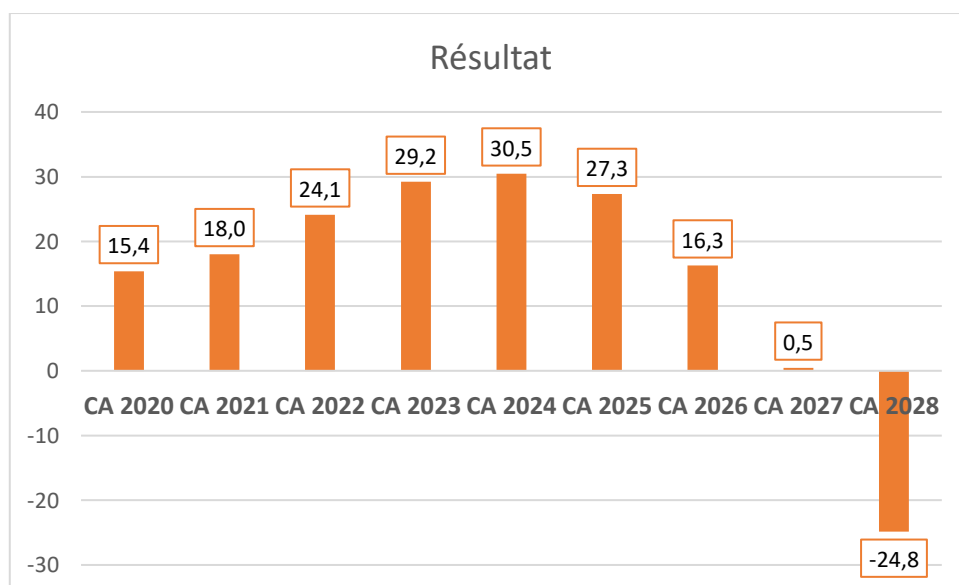


Alors que le niveau de l'endettement est maîtrisé de 2020 à 2023, il s'élèverait de **+55%** entre 2024 et **2028**, d'où une annuité de l'ordre de 15M€ de 2020 à 2023 qui progresserait ensuite pour atteindre **27M€ en 2028 (+43%)**.

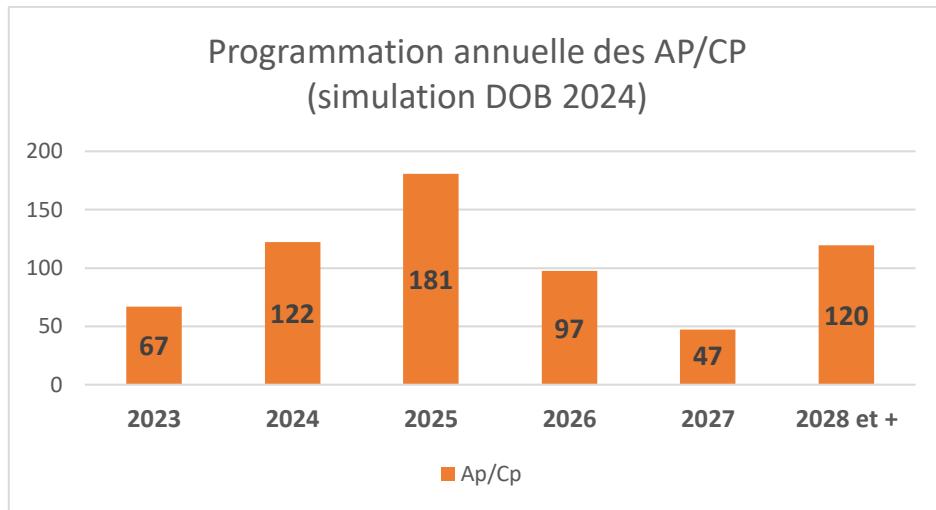
Cette augmentation de l'annuité, à laquelle s'ajoute les contributions en fonctionnement en faveur du SMT pour le financement de la ligne 2 de tram, portent leurs effets, tant sur le niveau de l'épargne que sur les résultats :



L'épargne qui avait été reconstituée sur la période 2020-2023 se dégraderait ensuite, d'où le ratio de désendettement qui était de 3,1 ans en 2023 qui augmenterait pour atteindre près de **15 ans en 2028**.



Le Résultat qui lui-aussi augmentait par le passé, diminuerait significativement à partir de **2026**.



La programmation pluriannuelle des investissements telle que simulée à partir des orientations budgétaires 2024 fait ressortir un niveau de crédits de paiement sur 2025 de plus de 180M€.

Cette prospective financière confirme les conclusions de la prospective telle que présentée à la commission générale le 5/05/2023.

En effet, le financement du plan pluriannuel d'investissement ne peut pas s'obtenir avec le seul levier de l'endettement et nécessite le maintien du niveau d'autofinancement. Une possibilité est d'ajuster la programmation annuelle des investissements pour un meilleur échelonnement sur les années 2025 à 2027.